

Bruxelles, le 22.5.2015
C(2015) 3372 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 22.5.2015

**relative à la mesure d'appui en faveur du Tchad à financer sur le 11^e Fonds européen de
développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 22.5.2015

relative à la mesure d'appui en faveur du Tchad à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹ (FED) et notamment son article 9 (1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 concernant la réglementation financière applicable au 11^e Fonds européen de développement² et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie par pays pour la République du Tchad³, pour la période 2014-2020, dont les points établissent les priorités suivantes:
 - Accompagner le Tchad dans la réalisation de son développement par la gestion durable de ses ressources naturelles, y compris pétrolières, ciblant particulièrement les couches les plus vulnérables de la population et les jeunes, et des zones plus défavorisées en matière de développement socio-économique;
 - Contribuer à la consolidation de la paix et à la mise en œuvre des réformes pour le renforcement de la gouvernance (justice, droits de l'homme, participation de la société civile et des citoyens à la vie publique, sécurité, gestion des finances publiques).
- (2) La mesure d'appui financée au titre du 11^e FED vise à contribuer à une mise en œuvre efficace et efficiente des financements du FED au Tchad et aux objectifs de développement durable du gouvernement. L'action intitulée «Programme d'appui à l'Ordonnateur National» a pour objectif de renforcer les capacités de l'Ordonnateur National au Tchad à assumer ses fonctions et l'appropriation du FED par l'administration tchadienne pour améliorer la mise en œuvre du FED au Tchad.
- (3) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁴ applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (4) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 et de l'article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et

¹ OJ L 58, 3.3.2015, p. 1.

² OJ L 58, 3.3.2015, p. 17.

³ Décision C(2014)3681 du 10.6.2014.

⁴ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1).

soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.

- (5) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (6) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité⁵.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision Programme d'Appui à l'Ordonnateur National présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- Annexe : Programme d'appui à l'Ordonnateur National

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne autorisée par la présente décision pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1^{er} est fixée à 5 200 000 EUR et est financée sur le 11^e FED.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée dans l'annexe, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

La section «Mise en œuvre» de l'annexe de la présente décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

Fait à Bruxelles, le 22.5.2015

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission

⁵ JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.